

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 97 — 1562

[C — 97/27335]

**19 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au départ anticipé à mi-temps**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, modifié par les décrets des 20 juin et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment l'article 3, § 3, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> octobre 1987 et 6 novembre 1991, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1987 et l'article 6*bis*, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1975, 7 mars 1977 et 1<sup>er</sup> octobre 1987;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Vu le protocole n° 239 du comité de secteur n° XVI, établi le 24 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'accord du Ministre fédéral des pensions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient que les fonctionnaires des services du Gouvernement et les agents des organismes d'intérêt public soumis au statut des fonctionnaires de la Région puissent bénéficier d'un régime de départ anticipé à mi-temps identique à celui des agents des services fédéraux;

Considérant que les dispositions prévues pour les agents fédéraux expirent le 31 décembre 1997;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires de la Région. Il est également applicable aux agents :

1° des organismes auxquels s'applique l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

2° de l'Institut scientifique de Service public;

3° des centres hospitaliers psychiatriques.

**Art. 2.** Les fonctionnaires et agents visés à l'article 1<sup>er</sup> ont le droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de leur mise à la retraite anticipée ou non.

L'octroi de ce droit est subordonné à l'introduction par le fonctionnaire d'une demande dans laquelle il fixe la date à laquelle il désire être mis à la retraite.

Après l'introduction de cette demande, il n'est plus permis de revenir sur la date de la mise à la retraite, à moins que cette date pour quelque motif que ce soit ne soit avancée.

**Art. 3.** Le fonctionnaire est tenu d'accomplir au cours d'un mois la moitié des prestations afférentes à un travail à temps plein.

Le travail à mi-temps s'effectue de commun accord entre le fonctionnaire qui opte pour le départ anticipé à mi-temps et le supérieur hiérarchique du rang A2 au moins, soit chaque jour, soit selon une autre répartition fixée sur la semaine ou sur le mois. La répartition des prestations se fait par jours entiers ou demi-jours.

Pendant son congé, le fonctionnaire ne peut exercer aucune activité lucrative.

**Art. 4.** Il est accordé une prime mensuelle de 11.940 francs au fonctionnaire qui travaille à mi-temps conformément aux conditions fixées au présent arrêté.

**Art. 5.** Deux fonctionnaires qui font usage dans le même ministère ou dans le même organisme du droit visé à l'article 2 sont obligatoirement remplacés par un fonctionnaire complémentaire.

**Art. 6.** Le départ anticipé à mi-temps peut être refusé aux fonctionnaires des niveaux 1 et 2+ pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service.

Si le supérieur hiérarchique visé à l'article 3, alinéa 2, estime qu'il est nécessaire de maintenir le fonctionnaire au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut reporter l'ouverture du droit au départ anticipé à une date ultérieure à celle choisie par le fonctionnaire sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréé le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à six mois.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit sa demande par la voie hiérarchique.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période du congé pour départ anticipé à mi-temps.

La période de congé pour départ anticipé à mi-temps prend cours le premier jour d'un mois.

Le fonctionnaire reçoit un accusé de réception de sa demande.

Le supérieur hiérarchique visé à l'article 3, alinéa 2, dispose, pour invoquer l'article 6, alinéa 2, de quinze jours à compter du jour qui suit l'introduction de la demande.

**Art. 8.** Le fonctionnaire absent pour départ anticipé à mi-temps est maintenu en activité de service. Toutefois, il ne peut pas faire valoir ses titres à la promotion.

Le fonctionnaire ne peut pas non plus obtenir un congé pour motif impérieux d'ordre familial ou un congé y assimilé et il ne peut plus être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, ni obtenir un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

**Art. 9.** Dans l'article 3, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1987, les mentions suivantes sont insérées entre le 2<sup>o</sup> et le 3<sup>o</sup> : "2<sup>o</sup> bis le congé pour départ anticipé à mi-temps".

**Art. 10.** Dans l'article 6, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1987, les mots "ou de départ anticipé à mi-temps" sont insérés entre les mots "de travail à temps partiel" et "la durée".

**Art. 11.** Dans l'article 6 bis, alinéa 4, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1975, 7 mars 1977 et 1<sup>er</sup> octobre 1987, les mots "ou de départ anticipé à mi-temps" sont insérés entre les mots "de travail à temps partiel" et "la durée".

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 13.** Le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1562

[C — 97/27335]

19. JUNI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen

Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. Mai 1996;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994, vom 24. November 1994 und vom 25. Januar 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juni 1996 und vom 25. Juli 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juni 1964 über gewisse Urlaubstage, die Bediensteten der Staatsverwaltungen gewährt werden, und über das Fernbleiben von der Arbeit aus persönlichen Gründen, insbesondere des Artikels 3 § 3, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. Oktober 1987 und vom 6. November 1991, des Artikels 6, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 1. Oktober 1987 und des Artikels 6bis, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. Mai 1975, vom 7. März 1977 und vom 1. Oktober 1987;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Lüttich;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des Protokolls Nr. 239 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 24. März 1997;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Einverständnisses des Föderalministers für Pensionen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, daß die Beamten der Dienststellen der Regierung und die dem Statut der Beamten der Region unterworfenen Bediensteten der Einrichtungen öffentlichen Interesses in den Genuß einer Regelung zum vorzeitigen Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit kommen können, das dem für Bedienstete der föderalen Dienststellen angewandten System entspricht;

In der Erwägung, daß die für die föderalen Bediensteten vorgesehenen Bestimmungen am 31. Dezember 1997 außer Kraft treten;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Beamten der Region. Er gilt ebenfalls für die Bediensteten:

1° der Einrichtungen, auf die der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses Anwendung findet;

2° des "Institut scientifique de Service public";

3° der psychiatrischen Kliniken.

**Art. 2** - Die in Artikel 1 erwähnten Beamten und Bediensteten haben das Recht, während einer ununterbrochenen Dauer von höchstens fünf Jahren vor dem Datum ihrer vorzeitigen oder nicht vorzeitigen Zuruhesetzung mit einem halben Stundenplan zu arbeiten.

Um dieses Recht zu beanspruchen muß der Beamte einen Antrag einreichen, in dem er den Zeitpunkt festlegt, an dem er in den Ruhestand versetzt werden möchte.

Nach dem Einreichen dieses Antrags darf der Zeitpunkt der Zuruhesetzung nicht mehr geändert werden, außer wenn dieser Zeitpunkt aus irgendwelchem Grund vorverlegt wird.

**Art. 3** - Der Beamte ist verpflichtet, im Laufe eines Monats die Hälfte der Leistungen, die mit einer Vollzeitbeschäftigung verbunden sind, zu erbringen.

Die Arbeit mit halbem Stundenplan wird im Einvernehmen zwischen dem Beamten, der sich für das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit entscheidet, und dem Vorgesetzten, der mindestens Inhaber der Rangklasse A2 ist, entweder jeden Tag oder aufgrund einer wöchentlichen oder monatlichen Verteilung geleistet. Die Leistungen werden in Ganz- oder Halbtagen verteilt.

Während seiner Beurlaubung ist der Beamte nicht berechtigt, eine gewinnbringende Tätigkeit auszuüben.

**Art. 4** - Eine monatliche Zulage von 11.940 BEF wird dem Beamten gewährt, der unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen eine Arbeit mit halbem Stundenplan leistet.

**Art. 5** - Zwei Beamte, die in demselben Ministerium oder in derselben Einrichtung das in Artikel 2 erwähnte Recht in Anspruch nehmen, müssen zwangsläufig durch einen zusätzlichen Beamten ersetzt werden.

**Art. 6** - Aus mit der guten Arbeitsweise der Dienststelle verbundenen Gründen kann den Beamten der Stufen 1 und 2+ die Möglichkeit zum vorzeitigen Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit verweigert werden.

Wenn der in Artikel 3 Absatz 2 erwähnte Vorgesetzte meint, daß es notwendig ist, einen Beamten aufgrund seiner Kenntnisse, Fähigkeiten oder besonderen Eignungen oder aufgrund der Wichtigkeit der ihm erteilten Aufgabe in seiner Vollzeitarbeit zu belassen, ist er berechtigt, das Entstehen des Anspruchs auf ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit auf einen späteren Zeitpunkt als den vom Beamten ausgewählten Zeitpunkt zu verlegen, ohne daß die Periode zwischen dem vom Beamten ausgewählten Zeitpunkt und dem vom Vorgesetzten gebilligten Zeitpunkt sechs Monate überschreiten darf.

**Art. 7 - § 1** - Der Beamte, der vom Recht auf ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit Gebrauch machen möchte, reicht seinen Antrag auf dem Dienstweg ein.

Der Antrag wird spätestens drei Monate vor dem Anfang der mit dem vorzeitigen Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit verbundenen Urlaubsperiode eingereicht.

Die mit einem vorzeitigen Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit verbundene Urlaubsperiode läuft ab dem ersten Tag eines Monats.

Der Beamte bekommt eine Empfangsbestätigung nach dem Eingang seines Antrags.

Um Artikel 6 Absatz 2 geltend zu machen, verfügt der in Artikel 3 Absatz 2 erwähnte Vorgesetzte über vierzehn Tage ab dem Tag nach dem Einreichen des Antrags.

**Art. 8** - Der wegen vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit abwesende Beamte wird im aktiven Dienst belassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, seinen Anspruch auf Beförderung geltend zu machen.

Der Beamte ist ebenfalls nicht berechtigt, einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen oder einen gleichgestellten Urlaub zu bekommen. Er ist auch nicht berechtigt, aus irgendwelchen Gründen verkürzte Leistungen zu erbringen oder eine Halbzeitlaufbahnunterbrechung zu erhalten.

**Art. 9** - In Artikel 3 § 3 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 1. Juni 1964 über gewisse Urlaubstage, die Bediensteten der Staatsverwaltungen gewährt werden, und über das Fernbleiben von der Arbeit aus persönlichen Gründen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 1. Oktober 1987, wird zwischen die Punkte 2° und 3° folgender Wortlaut eingefügt: "2° bis le congé pour départ anticipé à mi-temps".

**Art. 10** - In Artikel 6 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 1. Oktober 1987, wird der Wortlaut "ou de départ anticipé à mi-temps" zwischen "de travail à temps partiel" und "la durée" eingefügt.

**Art. 11** - In Artikel 6 bis Absatz 4 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. Mai 1975, vom 7. März 1977 und vom 1. Oktober 1987 wird der Wortlaut "ou de départ anticipé à mi-temps" zwischen "de travail à temps partiel" und "la durée" eingefügt.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und am 1. Januar 1998 außer Kraft.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1562

[C - 97/27335]

**19 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de halfzijdse vervroegde uittreding**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de autonome haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse gewestelijke huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994, 24 november 1994 en 25 januari 1996;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Openbaar wetenschappelijk instituut van het Waalse Gewest);

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende oprichting van de "Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture" (Gewestelijke dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw), gewijzigd bij de decreten van 20 juni en 25 juli 1996;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op artikel 3, § 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1987 en 6 november 1991, artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987, en artikel 6bis, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1975, 7 maart 1977 en 1 oktober 1987;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de autonome haven van Luik;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de autonome haven van Namen;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement";

Gelet op de beraadslaging van de raad van beheer van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waalse agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

Gelet op het protocol nr. 239 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 24 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het akkoord van de federale Minister van Pensioenen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ambtenaren van de Regeringsdiensten en de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, die aan het statuut van gewestelijk ambtenaar onderworpen zijn, net zoals de personeelsleden van de federale diensten aanspraak moeten kunnen maken op de regeling van halftijdse vervroegde uittreding;

Overwegende dat de voor de federale ambtenaren bedoelde bepalingen slechts tot 31 december 1997 van toepassing zijn;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van het Gewest. Het is ook van toepassing op de personeelsleden :

1° van de instellingen die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest;

2° van het "Institut scientifique de Service public";

3° van de psychiatrische ziekenhuizen.

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben het recht om halftijds te werken gedurende een ononderbroken periode van maximum vijf jaar voorafgaand aan de datum van hun al dan niet vervroegde opruststelling.

Daartoe moeten ze een aanvraag indienen die de datum vermeldt waarop zij op rust gesteld wensen te worden. Na het indienen van hun aanvraag kan de datum van opruststelling niet meer gewijzigd worden, tenzij hij om welke reden ook wordt vervroegd.

**Art. 3.** De ambtenaar moet in de loop van een maand de helft van de aan een volledige baan gebonden prestaties verrichten. De ambtenaar die voor halftijdse vervroegde uittreding kiest, blijft zijn ambt in overleg met zijn meerdere van minstens rang A2 halftijds uitoefenen, hetzij dagelijks, hetzij op grond van een wekelijkse of maandelijkse verdeling. De prestaties worden over volle of halve dagen verspreid. Tijdens zijn verlof mag de ambtenaar geen winstgevendende activiteit uitoefenen.

**Art. 4.** De ambtenaar die halftijds werkt onder de in dit besluit bedoelde voorwaarden, krijgt een maandelijkse premie van 11 940 frank.

**Art. 5.** Als twee ambtenaren binnen hetzelfde ministerie of dezelfde instelling gebruik maken van het in artikel 2 bedoelde recht, moet een bijkomende ambtenaar in dienst genomen worden.

**Art. 6.** De halftijdse vervroegde uittreding kan geweigerd worden aan ambtenaren van niveau 1 en 2+, als ze de goede werking van de dienst in gevaar brengt. Als de in artikel 3, tweede lid, bedoelde meerdere oordeelt dat de ambtenaar vanwege zijn specifieke bevoegdheden, begaafdheden of bekwaamheden of vanwege het belang van zijn opdracht voltiids moet blijven werken, kan hij het recht op vervroegde uittreding verschuiven naar een latere datum dan die door de ambtenaar werd bepaald. De periode tussen de gekozen datum en die waarmee de meerdere instemt mag echter niet langer zijn dan zes maanden.

**Art. 7.** § 1. De ambtenaar die gebruik wenst te maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, moet zijn aanvraag langs de hiërarchische weg indienen. De aanvraag moet ten minste drie maanden vóór het begin van de verlofperiode wegens halftijdse vervroegde uittreding ingediend worden. De verlofperiode wegens halftijdse vervroegde uittreding gaat in op de eerste dag van de maand. De in artikel 3, tweede lid, bedoelde meerdere beschikt over twee weken, te rekenen van de dag die op de indiening van de aanvraag volgt, om zich op artikel 6, tweede lid, te beroepen.

**Art. 8.** De periode van afwezigheid wegens halftijdse vervroegde uittreding wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld. De betrokkene kan echter geen aanspraak maken op bevordering. Hij heeft ook geen recht op een verlof om dwingende redenen van familiaal belang, noch op een daarmee gelijkgesteld verlof. Bovendien mag hij, om welke reden ook, geen beperkte prestaties meer verrichten, noch aanspraak maken op een halftijdse loopbaanonderbreking.

**Art. 9.** In artikel 3, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987, wordt tussen de punten 2° en 3° een punt 2° bis ingevoegd, luidend als volgt : "2° bis het verlof wegens halftijdse vervroegde uittreding,".

**Art. 10.** In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1987, worden de woorden "of van halftijdse vervroegde uittreding" ingevoegd tussen de woorden "van deeltijdse arbeid" en "de duur".

**Art. 11.** In artikel 6bis, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1975, 7 maart 1977 en 1 oktober 1987, worden de woorden "of van halftijdse vervroegde uittreding" ingevoegd tussen de woorden "van deeltijdse arbeid" en "de duur".

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op uitwerking te hebben op 1 januari 1998.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Bestuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 19 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9655]

#### Administration centrale. — Promotion

Par arrêté royal du 18 juillet 1997, Mme Anne Vandesteene, directeur d'administration, est promue par avancement de grade dans le cadre linguistique néerlandais au grade de directeur général à l'Administration centrale, à partir du 1er août 1997.

[97/9660]

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 14 juillet 1997 est nommée greffier à la justice de paix du canton de Maasmechelen, Mme Snoeckx, M.-T., employée principale au greffe de la justice de paix de ce canton.

Par arrêtés royaux du 16 juillet 1997 sont nommés :

- greffier au tribunal de première instance d'Anvers, M. Tahon, G., greffier adjoint principal à ce tribunal;
- greffier au tribunal de première instance de Gand, Mme Spranghers, A., greffier adjoint principal à ce tribunal;
- greffier au tribunal de police de Saint-Nicolas, M. De Blicck, A., greffier adjoint principal à ce tribunal;
- greffier adjoint à la justice de paix du canton de Lierre, Mme Peeters, A., rédacteur au greffe de la justice de paix de ce canton;
- greffier à la justice de paix du canton de Willebroek, M. Lemmens, D., greffier adjoint principal à la justice de paix de ce canton.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9655]

#### Hoofdbestuur. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 18 juli 1997 wordt Mevr. Anne Vandesteene, bestuursdirecteur, met ingang van 1 augustus 1997, bevorderd door verhoging in graad in het Nederlandse taalkader tot de graad van directeur-generaal bij het Hoofdbestuur.

[97/9660]

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1997 is benoemd tot griffier bij het vreedegerecht van het kanton Maasmechelen, Mevr. Snoeckx, M.-T., eerstaanwezend beampte bij de griffie van het vreedegerecht van dit kanton.

Bij koninklijke besluiten van 16 juli 1997 zijn benoemd tot :

- griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de heer Tahon, G., eerstaanwezend adjunct-griffier bij deze rechtbank;
- griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, Mevr. Spranghers, A., eerstaanwezend adjunct-griffier bij deze rechtbank;
- griffier bij de politierechtbank te Sint-Niklaas, de heer De Blicck, A., eerstaanwezend adjunct-griffier bij deze rechtbank;
- adjunct-griffier bij het vreedegerecht van het kanton Lier, Mevr. Peeters, A., opsteller bij de griffie van het vreedegerecht van dit kanton;
- griffier bij het vreedegerecht van het kanton Willebroek, de heer Lemmens, D., eerstaanwezend adjunct-griffier bij het vreedegerecht van dit kanton.